

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 Rue du Docteur Duroselle  
16000 ANGOULEME

Angoulême, le 06/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LOCATEX**

ZI N° 3 - BP 546  
Impasse de la Valenceaude  
16160 Gond-Pontouvre

Références : 2026\_383\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007206026

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement LOCATEX implanté ZI N° 3 - BP 546 Impasse de la Valenceaude 16160 Gond-Pontouvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL mène sur tout le territoire régional une opération « coup de poing » sur le thème des conditions de stockage des produits chimiques.

Les inspections porteront notamment sur :

- la conformité des dispositifs de rétention des stockages de produits chimiques susceptibles de polluer les sols ou les eaux (dimensionnement, étanchéité, gestion des obturateurs, prévention des incompatibilités chimiques) ;
- la présence et la tenue d'un inventaire à jour des produits dangereux ;
- la disponibilité et la bonne prise en compte des consignes des fiches de données de sécurité (FDS)

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOCATEX
- ZI N° 3 - BP 546 Impasse de la Valenceaude 16160 Gond-Pontouvre
- Code AIOT : 0007206026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LOCATEX est une blanchisserie autorisée par un arrêté préfectoral complémentaire en date du 23 novembre 2017.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions de stockage des produits chimiques sont globalement satisfaisantes.

Il est, cependant, attendu de la part de l'exploitant qu'il s'organise pour disposer d'un état des stocks de produits chimiques et autres matières combustibles.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose des FDS des produits utilisés sur le site.

<p>L'exploitant a mandaté la société FRANCE CERTIFICATION pour assurer la vielle réglementaire. Le jour de l'inspection, cette société était présente afin de recenser l'ensemble des produits stockés sur le site et répertorier les FDS, les risques et les quantités associés. Certaines FDS sont assez anciennes (mise à jour en 2020).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant s'assure que les FDS des produits utilisés sur le site sont à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b> Il est contrôlé le stockage des produits suivants selon les FDS remis en séance : - Intense Refill utilisé pour le nettoyage à sec - Persan Ultra qui est un détergent</p> <p>Les récipients disposent des étiquetages adéquats. Aucune condition particulière de stockage n'est mentionnée sur les FDS. Les moyens de lutte sur le site correspondent aux recommandations des FDS</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</p>

<p><b>Constats :</b>  Les produits sont stockés dans le local Lessive (Puresan Ultra) ou dans le local de nettoyage à sec (Intense Refill).</p> <p>Les produits du nettoyage à sec sont sur rétention individuelle.  Le local Lessive est entièrement sur rétention et chaque contenant dispose de rétention individuelle.  Toutefois, il est constaté la présence d'eau dans 2 rétentions due au débordement de l'adoucisseur survenue la semaine passée, lors de la remise de sel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les rétentions doivent être vidées.  L'exploitant doit s'assurer que les rétentions sont vides en permanence.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b>  Les produits incompatibles (javel, acide, bisulfite) sont stockés sur des rétentions individuelles séparées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un recensement mensuel de certains produits. En revanche, aucun état des stocks n'est réalisé pour les solvants.</p> <p>Cependant, la mission de France Certification permettra d'avoir un inventaire détaillé de l'état des stocks de tous les produits chimiques présents sur le site.</p> <p><b>L'exploitant doit maintenir à jour l'état des stocks des produits chimiques.</b>  <b>Après finalisation de la mission, il lui est demandé d'adresser à l'inspection des installations classées sous 1 mois, un état des stocks, à date, des produits chimiques et autres matières combustibles stockés, tel que prévu par la réglementation.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>